

---

## La territorialisation de l'espace carcéral

Jules Lamarre

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/gc/13593>

DOI : 10.4000/gc.13593

ISSN : 2267-6759

### Éditeur

L'Harmattan

### Édition imprimée

Date de publication : 1 février 2001

Pagination : 77-92

ISBN : 2-7475-1869-8

ISSN : 1165-0354

### Référence électronique

Jules Lamarre, « La territorialisation de l'espace carcéral », *Géographie et cultures* [En ligne], 40 | 2001, mis en ligne le 09 décembre 2020, consulté le 26 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/gc/13593> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/gc.13593>

---

Ce document a été généré automatiquement le 26 décembre 2020.

---

# La territorialisation de l'espace carcéral

Jules Lamarre

---

- 1 Une littérature abondante porte sur le concept de territoire en sciences sociales. D'après Claval (1996, p. 94) les géographes, pour leur part, utilisent couramment cette notion depuis le début du XXe siècle pour désigner d'abord un espace dans lequel une nation, fait valoir sa souveraineté ou bien un espace sous le contrôle d'un État. Depuis les années 1970 et 1980, toutefois, la dimension symbolique du territoire retient plus spécifiquement leur attention alors qu'ils s'intéressent davantage à l'étude des espaces vécus (*Ibid.*, 1996 ; Frémont, 1976 ; Raffestin et Bresse, 1979). Deux manières d'envisager le territoire se côtoient par la suite en géographie : soit le territoire considéré comme le lieu d'une collectivité et le territoire en tant qu'espace social, c'est-à-dire instrument de médiation des rapports sociaux (Chivallon, 1999, p. 130 ; Jambes, 2000, p. 51). En d'autres termes, il y aurait un territoire concret avec ses limites que l'on représente sur les cartes et qui intéresse la géopolitique et, d'autre part, un territoire jamais donné qui s'apparente à l'espace des anthropologues, véritable catégorie première servant de lien social. Malgré ce qui les sépare, il nous apparaît que tous deux sont expression de relations de pouvoir qui se nouent à des échelles géographiques différentes et concernent la géopolitique. Mais qui fait les territoires et comment ?
- 2 De Koninck (1996) nous a montré qu'à l'échelle de grandes étendues d'espace, la territorialisation était avant tout le fruit d'un compromis découlant de la cohabitation de groupes d'individus différemment intentionnés et obligés de s'entendre. Ainsi, soutient-il, partout dans le passé, des territoires se sont formés grâce à l'activité de paysanneries qui, au moyen de l'expansion agricole, ont contribué au regroupement et au resserrement de parcelles d'espace et, du même coup, à la consolidation de vastes territoires (De Koninck, 1996, p. 231-232). De là la nécessité historique d'une association entre paysannerie et État, ce dernier se servant de l'autre pour, régner sur ce territoire qu'elle secrète inlassablement. En échange, l'Etat offrait la protection dont la paysannerie avait besoin pour prospérer à son aise. C'est ce qui fait dire à De Koninck que le territoire est l'expression d'une relation triangulaire entre État, paysannerie et

espace. Selon cette vision des choses, l'appropriation territoriale ou la façon dont un groupe humain concrétise son emprise sur l'espace s'effectue partout selon des modalités différentes étant donné les nombreux facteurs en jeu et toutes leurs combinaisons possibles. Chaque compromis territorial constituant une solution unique (Guilaud, 1996), les schémas réducteurs s'avèreraient inaptes à rendre compte de toute la diversité rencontrée dans ce domaine, même à l'heure de la mondialisation qui, paradoxalement, met cette diversité encore davantage en évidence (Harvey, 2000 ; Jolivet, 2000).

- 3 Le même phénomène de compromis se rencontre également à des échelles géographiques recouvrant des espaces plus restreints, là où s'exerce la territorialité de la vie quotidienne, que ce soit au niveau du quartier, de la cour d'école ou de l'habitation, par exemple. Ces territoires sont des espaces socialisés et socialisant qui s'étudient à l'aide des méthodes des anthropologues : l'observation directe ou participante, les entrevues semi-structurées, etc. Les chercheurs mettent l'accent sur l'observation des pratiques quotidiennes concrètes des individus et des groupes en vue de découvrir comment les éléments de l'espace servent à médiatiser les rapports sociaux, comment ces éléments deviennent enjeux de contrôle pour la reconnaissance de statuts et l'exercice d'un certain pouvoir.
- 4 L'étude de la territorialisation des espaces de faibles dimensions, comme celui d'une prison, présente beaucoup d'intérêt parce qu'ils constituent de véritables laboratoires permettant d'observer comment s'y nouent des compromis territoriaux toujours originaux (Raffestin, 1986, p. 95), L'objectif du présent article consiste à illustrer la façon dont s'effectue la territorialisation d'un espace carcéral particulier, celui du Centre de détention de Québec.

## La cueillette de l'information

- 5 Des entrevues ont été réalisées auprès de personnes ayant déjà été incarcérées au Centre de détention de Québec au cours des dernières années, généralement à plusieurs reprises. Il s'agit d'une prison provinciale de taille moyenne située en banlieue de Québec et qui accueille environ 500 personnes condamnées à des peines de détention de deux ans et moins, contrairement aux pénitenciers fédéraux canadiens vers lesquels sont dirigées les personnes ayant à purger des peines d'emprisonnement de plus de deux ans<sup>1</sup> (Boyer, 1972 ; Landreville *et al.*, 1976 ; Laplante, 1989 ; Lemire, 1990). Pour pénétrer cette communauté très fermée, il va s'en dire, nous avons bénéficié de l'aide de personnes que nous connaissions bien et qui ont elles-mêmes déjà été emprisonnées à plusieurs occasions et dans divers lieux de détention, tant fédéraux que provinciaux. Elles nous ont facilité la tâche en nous introduisant auprès de certaines de leurs connaissances ayant déjà vécu les mêmes expériences, dont plusieurs séjours au Centre de détention de Québec. Grâce à la technique du bouche-à-oreille, environ cinquante personnes ont pu être jointes, directement ou indirectement. De ce nombre, dix-huit ont été rencontrées et longuement interviewées, dont huit à plus d'une occasion.
- 6 Les entretiens se sont déroulés entre les mois d'avril et de septembre 1997. Pour des raisons évidentes, aucun matériel d'enregistrement n'a été utilisé au cours des entrevues mais un compte rendu fidèle de chaque rencontre était ensuite rédigé de mémoire, et le plus tôt possible. Enfin, une personne n'a pas ménagé ses heures pour nous aider à reconstituer la vie sociale telle qu'elle se déroule dans bon nombre de

départements du Centre de détention de Québec qu'elle a elle-même visité à la suite d'emprisonnements successifs. Les personnes interviewées nous ont décrit dans le moindre détail la façon dont se déroulait, pour elles, la vie quotidienne au Centre de détention de Québec et la discussion portait ensuite sur la dimension sociale des "manières de faire" qu'elles décrivaient. Il fallait tenter de saisir les raisons sociales des individus et celles des groupes derrière les pratiques tangibles. L'objectif ultime était de comprendre le processus de négociation permettant l'établissement d'un territoire en prison, plus précisément comment s'établissent les conventions qui président à l'utilisation des lieux par les prisonniers en considérant les atouts dont ils disposent individuellement et la façon dont ils les font valoir pour littéralement s'emparer des lieux et les contrôler de façon indéniable.

## La structuration de la vie quotidienne en prison

- 7 Il existe plusieurs façons possibles de rendre compte de la façon dont l'environnement carcéral encadre le déroulement de la vie quotidienne de personnes emprisonnées. Selon une première approche, la prison peut être entrevue comme cette machine à corriger les délinquants capables d'exercer sur eux une contrainte totale, dont nous a parlé Foucault (1975). Pour Goffman (1968), au contraire, les individus seraient toujours en mesure de s'adapter à des environnements aussi contraignants soient-ils de manière à s'en "évader", la prison n'étant qu'un exemple parmi d'autres à l'instar de l'hôpital, l'école, les milieux de travail, etc. Enfin, on peut aussi entrevoir l'environnement carcéral comme une contrainte dont les effets sont médiatisés par le groupe (Crozier et Friedberg, 1977 ; Bernoux, 1985 ; Friedberg, 1997). Dans ce cas, l'environnement contraignant deviendrait élément de stratégies dans le jeu des relations de pouvoir interindividuelles visant, entre autres choses, au contrôle de l'espace à cette échelle géographique.
- 8 La prison, dans sa forme actuelle, possède une histoire relativement courte puisque, selon Foucault (1975), elle est une invention du XIX<sup>e</sup> siècle. À cette époque, elle est le fruit d'une évolution qui a abouti à considérer son architecture, à l'instar de celles de l'école et de l'hôpital du XIX<sup>e</sup> siècle, comme étant dotée de la capacité de transformer techniquement les personnes en vue de les rendre meilleures (Foucault, 1975, p. 270).  
 "Il faut qu'elle [la prison] soit la machinerie la plus puissante pour imposer une nouvelle forme à un individu pervers ; son mode d'action, c'est la contrainte d'une éducation totale [...]" (Foucault, 1975, p. 273).
- 9 Il faut trouver dans la psychologie de la personne, dans son histoire de vie, les raisons qui expliquent sa partie défectueuse. L'incarcération du criminel serait d'autant plus justifiée qu'il n'aurait pas le plein contrôle de ses agissements. Il serait victime de forces extérieures dont il faudrait le protéger, lui, ainsi que toute la société. C'est donc sa "guérison" que l'on compte obtenir au moyen d'un traitement de type orthopédique auquel on lui demande de coopérer volontiers pour son propre bien. Selon ce modèle, le comportement de la personne emprisonnée doit tendre à correspondre à celui que prescrit un programme lui-même inscrit dans l'environnement carcéral. Aucun écart ne devrait alors être toléré entre un comportement de fait et un comportement attendu, la prise en charge de l'individu par la prison se voulant totale.
- 10 Selon un second modèle, toutefois, il est impossible d'entrevoir le comportement de la personne incarcérée comme pouvant être programmé de l'extérieur pour qu'il se fonde

dans un moule, celui de la prison. C'est ce qui amène Goffman (1968, p. 245-249) à distinguer entre adaptations primaire et secondaire. Obéir aveuglément aux consignes données en milieu institutionnel correspond à ce que Goffman appelle l'adaptation primaire. Toutefois, il demeure que la personne incarcérée possède toujours la possibilité d'exprimer sa liberté en s'écartant du rôle que la prison lui impose, ceci afin de se constituer des espaces de liberté, des "ailleurs". En effet, selon Goffman (1968), dans les environnements contraignants, comme celui de la prison, les personnes usent de cette capacité au point d'y donner lieu au déploiement de toute une vie parallèle non prévue. Ce comportement, qui correspond à ce que Goffman appelle l'adaptation secondaire, présente d'autant plus d'intérêt pour la recherche que le degré de liberté dont disposent les personnes incarcérées est particulièrement restreint (Goffman, 1968, p. 358).

- 11 Cette activité clandestine est toutefois considérable en prison, toujours selon Goffman (1968, p. 365). Il peut s'agir de moyens "d'évasion" de toutes sortes comme le travail intellectuel, le jeu, la pratique de sports, la création artistique, l'écoute de la télévision, etc. Il existe aussi une seconde forme d'adaptation secondaire identifiée par Goffman (1968, p. 365) et qui consiste à se consacrer à des pratiques illicites, même en prison (consommation de drogues, complots en vue de préparer des crimes à venir, etc.).
- 12 Plutôt que d'entrevoir l'espace carcéral du point de vue de ses concepteurs, c'est-à-dire des directeurs de prison, gardiens, psychologues, travailleurs sociaux, etc., Goffman adopte le point de vue des personnes qui subissent la détention et constate que leurs comportements individuels, en apparence désordonnés parce que non prévus, s'avèrent logiques dans les circonstances. Il relève alors la présence de régularités et cherche à leur attribuer un sens. C'est, en fin de compte, le rapport à l'institution totalisante qui permettrait d'interpréter, voire de prédire, tous ces comportements individuels qu'on y observe, ce qui fait dire à Castel (dans Goffman, 1968, p. 11) que, dans les travaux de Goffman, c'est l'institution qui représente l'unité réelle d'analyse. Il n'y aurait plus de configurations culturelles spécifiques mais un type général d'organisation sociale et des établissements (prisons, écoles, lieux de travail, hôpitaux, etc.) constituant autant de types empiriques de regroupements (*Ibid.*). Toutefois, cette approche, tout comme la vision fonctionnaliste de la prison décrite dans Foucault (1975), éludent l'effet propre du groupe "en tant que phénomène totalement autonome et artificiel", donc impossible à déduire *a priori* (Crozier *et al.*, 1977, p. 82-84), dans la structuration de la vie quotidienne et la production des comportements individuels au sein d'environnements contraignants.
- 13 Selon une troisième vision de la prison, celle-ci est un endroit où la vie se déroule nécessairement en groupe, et cela plus que partout ailleurs. S'y retrouvent des groupes et des sous-groupes à l'intérieur desquels se tissent des relations de pouvoir formant des systèmes qui constituent autant de solutions négociées entre des individus obligés de collaborer à un projet commun : se rendre la vie supportable en prison. Ces solutions possèdent un caractère éminemment contingent.
- 14 Dans le texte qui suit, nous soutenons que la territorialisation de l'espace carcéral est le résultat d'un compromis incorporant toujours une bonne part de contingence. La prison est abordée comme un contenant produisant une échelle géographique spécifique, celle d'un "dedans" inscrite dans une échelle plus globale, celle du "dehors" forçant l'organisation de la vie quotidienne selon un mode propre. La création d'échelles géographiques spécifiques, comme celle de la prison, possède donc un

caractère politique perceptible par ceux qu'elle brime parce qu'elle institue une discontinuité dans ce qui était précédemment continu (Harvey, 2000, p. 75). En effet, l'incarcération remet en jeu les relations de pouvoir interindividuelles sur un mode qui n'offre pour enjeux que des ersatz de ceux que l'on retrouve "dehors", c'est-à-dire à une échelle géographique plus globale.

## L'étude du vécu dans des environnements contraignants

- 15 Tout comme dans les autres espaces institutionnels et les milieux de travail, l'espace carcéral, selon Fischer (1997), fonctionne sur deux registres séparés mais concomitants (Raffestin, 1986). D'une part, en tant qu'espace fonctionnel, la prison encadre pour rendre les comportements conformes : c'est son côté machine programmée en même temps qu'idéologie. D'autre part, la prison est un espace vécu par des individus qui se l'approprient afin de répondre à une quête de liberté intrinsèque chez l'humain (Certeau, 1980). En somme, dans un endroit donné, plus d'un espace est toujours secrété à un même ensemble d'éléments physiques (Raffestin, 1986). Selon Fischer (1997), cette activité d'appropriation de l'espace institutionnel par les individus serait à ce point efficace qu'elle finirait par contourner à la longue toutes les mécaniques destinées originellement à la limiter. C'est ce qui explique pourquoi, périodiquement, les autorités pénitentiaires, dans le cas qui nous occupe, doivent redéfinir les régimes locaux de détention afin de les ajuster aux contraintes que leur impose, paradoxalement, le libre jeu d'appropriation de l'espace par les prisonniers, ceci afin de les contenir à l'intérieur de limites socialement acceptables.
- 16 Cette approche de la prison repose sur une conception de l'être humain selon laquelle celui-ci serait tout sauf entièrement docile et toujours disposé à collaborer avec l'institution pénitentiaire. Elle implique que les détenus sont conscients de détenir du pouvoir dont ils usent volontairement pour faire valoir des droits sur des espaces dont ils revendiquent le contrôle. Ils s'en servent alors pour conquérir un territoire qu'ils devront ensuite être en mesure de défendre, comme nous allons le voir. Curieusement, c'est en déterminant des règles strictes d'utilisation de l'espace en prison que les autorités pénitentiaires, qu'elles le veuillent ou non, fournissent aux détenus les matériaux dont ils se serviront pour marquer leurs territoires. Dans un premier temps, nous allons montrer comment la machine carcérale est conçue pour encadrer le déroulement de la vie quotidienne des prisonniers en fonction d'un programme bien précis, en illustrant notre propos avec des exemples tirés de la vie de détenus du Centre de détention de Québec. Dans un deuxième temps, nous verrons comment les analyses de Goffman (1968) et de Fischer (1997) permettent de comprendre, du moins jusqu'à un certain point selon nous, comment les personnes détenues s'approprient les espaces fonctionnels qui leur sont offerts en pâture pour les détourner ensuite de leurs fonctions premières, ceci afin de les intégrer dans leurs projets de construction du territoire.

## La machine, l'humain et l'espace

- 17 La prison fabrique un "en dehors" par rapport à un "en dedans" dans lequel elle enferme des gens pour des périodes de temps plus ou moins prolongées. Elle est formée

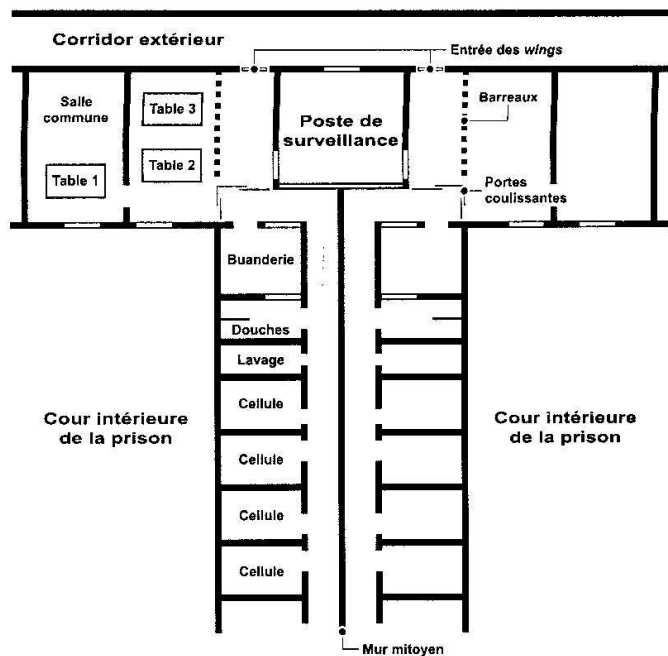
d'espaces fonctionnels conçus pour atteindre des objectifs bien précis (cellules, salle commune, gymnase, cours intérieures, etc.). Leurs modes d'utilisation répondent à des normes strictes. Ces espaces permettent de savoir en tout temps, par exemple, où se trouvent les détenus, chaque espace étant occupé à des moments précis de la journée par des groupes donnés de prisonniers (Fischer, 1997, p. 127-128). La prison est ainsi un grand appareil à gérer les peines, qui occupe et sépare les diverses catégories de personnes détenues qui se croisent sans jamais se rencontrer, tout cela afin de minimiser les possibilités de frictions internes à la fois entre les divers groupes de prisonniers et entre ceux-ci et les agents correctionnels de l'établissement.

- 18 Une fois au Centre de détention de Québec, par exemple, un "classement" est effectué parmi les personnes condamnées. On veillera à ne pas mélanger ce qui ne peut l'être, c'est-à-dire les membres reconnus de groupes criminalisés rivaux qui occuperont des ailes séparées. Aussi, les personnes au tempérament difficile, des gens parfois extrêmement durs, occupent des ailes à sécurité maximale - on les appelle les "récalc", pour récalcitrants. Il existe également des départements où sont regroupées des personnes à tenir à l'écart des autres détenus pour leur propre protection, soit les départements de la protection - la "protec" comme on dit là-bas. Il y a aussi les cellules du trou, là où l'on envoie pour quelques jours tout au plus les personnes punies pour manquements graves aux règlements de la prison, des détenus ayant été surpris en train de se battre, par exemple. Il y a enfin un secteur d'emprisonnement pour les femmes. Pour les détenus, toutefois, la prison est avant tout un espace vécu.
- 19 Selon Fischer (1997), qui reprend à son compte les analyses de Goffman (1968), les institutions comptent ainsi trois types d'espaces vécus, ou territoires, dont les surfaces ne correspondent pas à celles que recouvre la division fonctionnelle des lieux. Il y a d'abord les territoires de socialisation, où certaines personnes se regroupent afin de pouvoir en exclure d'autres. Il y a ensuite les espaces interstitiels qui seraient les maillons les plus faibles de la chaîne, là où l'institution ne peut exercer son contrôle avec toute la rigueur dont elle est capable en d'autres lieux. Troisièmement, il y a les espaces-refuges, formés des lieux que les individus s'approprient pour s'y réfugier et être enfin seuls (Fischer, 1997, p. 135-137). Voyons à l'aide d'exemples précis comment s'effectue plus précisément cette reconfiguration des usages de l'espace au Centre de détention de Québec, selon la typologie de Fischer.

## Les territoires de socialisation

- 20 Dans chaque aile de détention, la grande salle est l'endroit où les personnes détenues prennent leurs repas trois fois par jour, peuvent jouer à des jeux de société et regarder la télévision toute la journée et en soirée (Figure 1). Ce sont les principaux usages que les autorités pénitentiaires ont prévus pour cet endroit. Toutefois, quoique conçus pour des fins précises, les espaces institutionnels acquièrent de nouvelles fonctions après appropriation par les personnes détenues. C'est ce qui se passe dans chaque grande salle à l'heure des repas, par exemple, où cet espace communautaire devient territoire de socialisation avec ses sous-régions. Les personnes détenues s'en servent notamment pour afficher le rang social qu'ils occupent dans la hiérarchie du groupe afin que ne règne aucune ambiguïté sur l'identité de ceux dont on s'attend à ce qu'ils instaurent l'ordre local à respecter. Voici comment fonctionne ce processus à l'aide d'une situation

qui se reproduit sur une base quotidienne au Centre de détention de Québec, tout comme dans toutes les prisons.



Source : Descriptions des lieux par les personnes interviewées.

Figure 1 : Une aile double du secteur de détention du Centre de détention du Québec.

- 21 Un détenu incarcéré pour la première fois ne connaît généralement pas les conventions qui régissent l'utilisation des lieux en prison, par exemple. À l'heure des repas, le nouveau venu comprend vite qu'il doit se mettre en rang avec les autres et attendre son tour pour être servi. Chaque personne possède une place attitrée, sauf le nouvel arrivant, qui lui n'en a pas et auquel il incombe de s'en trouver une. Dans le département qui nous intéresse se trouvent trois grandes tables pour les repas, deux situées dans la salle commune et l'autre, dans une pièce adjacente, un peu à l'écart.
- 22 On fera comprendre sans aucun ménagement au nouvel arrivant qu'il n'est pas le bienvenu ni à la table que s'approprient les "dominants", ni à celle des plus anciens et que la troisième table, seulement, est réservée aux nouveaux. C'est que deux systèmes de règles régissent concurremment l'attribution des places à table à l'heure des repas : la loi du plus fort et la règle de l'ancienneté. La table isolée, notre première table, est occupée par les détenus dominants, c'est-à-dire des personnes très impulsives et imprévisibles que les autres craignent pour des motifs et à des degrés divers. Elles s'emparent littéralement de cette pièce et de sa table à l'heure des repas. Toute personne invitée à venir prendre place autour de cette table isolée le vit comme une promotion sociale.
- 23 De telles opérations de remise à l'heure sociale juste au moyen d'un marquage des territoires s'effectuent quotidiennement. Ces démonstrations de pouvoir échappent dans le détail au contrôle des autorités pénitentiaires qui les encouragent cependant, parce qu'elles leur servent d'auxiliaires. Un ordre social quelconque doit prévaloir, en effet, à l'intérieur d'un département afin qu'une vie paisible y soit possible pour les détenus. En l'absence d'un groupe de dominants capable d'imposer et de faire observer des règles à ne pas transgresser, les conflits interpersonnels se multipliant, la vie à



l'intérieur d'un département deviendrait vite intenable et nécessiterait un accroissement du nombre des surveillants et un durcissement des règles de vie.

## Les espaces interstitiels

- 24 Les institutions en général ne peuvent encadrer totalement la vie des personnes qu'elles accueillent. Dans toute organisation on trouve nécessairement des zones grises qui échappent à toute surveillance et dont les détenus savent tirer profit à la première occasion. Selon Fischer (1997, p. 136), on rencontre parmi les espaces interstitiels ceux qui mettent en contact des structures fonctionnant toujours séparément, comme deux unités d'emprisonnement, lesquelles doivent bien être reliées d'une manière ou d'une autre. Il peut s'agir des corridors que les détenus empruntent pour circuler à l'extérieur de leurs sections pour se rendre au gymnase, au parloir, à une sortie de cour, etc., où ils peuvent croiser des connaissances provenant d'autres *wings* et échanger avec elles des informations sur ce qui se passe ailleurs dans la prison, ou bien des injures et, parfois, des coups de poing. En planifiant bien leurs propres horaires de sorties, des détenus peuvent provoquer "par hasard" de telles rencontres sur leur chemin.
- 25 Les espaces interstitiels recouvrent aussi la séparation dedans dehors qui ne peut jamais être totale puisque les personnes détenues ont le droit de communiquer avec l'extérieur parce qu'il n'existe aucun moyen d'empêcher ces échanges, de toute façon. Si on voulait empêcher ces contacts avec l'extérieur, il faudrait aller jusqu'à interdire les visites aux prisonniers, ce que la société elle-même ne tolérerait pas. Au Centre de détention de Québec, les détenus sont donc autorisés à recevoir des visites à certaines conditions ; ils peuvent téléphoner à qui ils veulent durant le jour et au cours de la soirée, toutes les communications téléphoniques étant enregistrées ; cependant, ils peuvent expédier des lettres qui seront lues par le personnel de la prison avant d'être expédiées, etc. La télévision, également, constitue un canal essentiel de contact direct incontournable et incontrôlable avec l'extérieur.
- 26 Tous les jours, on diffuse à la télé des émissions portant sur l'actualité régionale dont une bonne partie a trait aux vols à main armée, aux saisies de marijuana par la GRC<sup>2</sup>, aux diverses arrestations effectuées dans la journée, à la situation qui prévaut dans la guerre des motards, à la progression des enquêtes policières dans certains dossiers chauds, sujets qui intéressent tous les détenus à des degrés divers. Bref, il pourrait bien s'agir des émissions de télévision les plus attendues des personnes incarcérées. Non seulement les bulletins de nouvelles les tiennent-ils au courant, en partie tout au moins, de l'actualité telle qu'elle se déroule dans les milieux dits criminalisés, mais ils permettent également d'obtenir de l'information, occasionnellement, sur ce qui se passe dans le Centre de détention de Québec lui-même. Ces zones floues qui échappent au contrôle des autorités pénitentiaires donnent lieu, évidemment, à toutes sortes de contournements inévitables laissant le champ libre, mais jusqu'à un certain point toujours, à l'expression du pouvoir d'agir des détenus et aux conséquences qui peuvent en découler.

## Les espaces-refuges

- 27 Fischer (1997, p. 136) les définit comme des lieux dans lesquels les individus se retirent afin de s'isoler des autres lorsqu'ils en ressentent le besoin. De ce point de vue, la

cellule est le chez-soi de la personne détenue. Lorsqu'une cellule est en occupation double, alors c'est le lit de la personne incarcérée qui devient indiscutablement son lieu de refuge. Malgré les mouvements de va-et-vient qui se produisent inévitablement dans une telle cellule, la personne étendue sur son lit qui garde les yeux fermés n'y sera jamais importunée. La pièce où se prend la douche quotidienne sert aussi de lieu de refuge. Et même la place occupée autour d'une table à l'heure des repas est bel et bien un lieu de refuge. Il suffit au détenu de garder la tête penchée vers l'avant pendant son repas pour ne jamais être importuné. Il existe donc plusieurs façons de s'isoler en prison, là où pourtant la vie se déroule obligatoirement en mode collectif.

## Le pouvoir des détenus

- 28 Une véritable société s'organise à l'échelle de chaque unité de détention d'une prison qui sera régie par ses propres règlements à la condition, bien sûr, qu'un groupe de dominants soit en mesure de les faire respecter. L'objectif visé par les dominants serait, semble-t-il, d'amener les personnes détenues à s'organiser de manière à éviter que "l'enfer ce soit les autres" (Sartre, 1984), tout en retirant un bénéfice quelconque de leur position avantageuse. En d'autres termes, l'appropriation de l'espace dans une *wing* sous la houlette des dominants met en place une ébauche de territorialisation qui devient une contrainte pour les autres détenus qui chercheront à leur tour à en tirer profit dans leurs négociations pour se faire une place bien à eux. Ils peuvent alors jouir d'une liberté impossible à imaginer sans l'existence de ces deux registres de règles superposés (Claval, 1978), celui de la prison et celui que la communauté des détenus s'impose à elle-même dans chaque *wing*.
- 29 Les autorités de la prison n'ont pas d'autre choix que d'appuyer la mise en application des règlements "internes" dont se dotent les détenus. Et cela va très loin. En effet, comme aucun passe-droit n'est toléré par les prisonniers en ce qui concerne l'application de leurs propres règlements, les autorités doivent prendre au sérieux toute demande de transfert vers un autre département exigée à l'endroit d'un détenu jugé indésirable par la majorité, par exemple. Une telle demande est toujours effectuée par le chef de *wing* au nom de tous les autres détenus qui font bloc derrière lui. Les effets tangibles de ce pouvoir permettent aux détenus de prendre conscience de leur force (Moscovici, 1996).
- 30 Pierre vient tout juste d'être admis dans une *wing*. Personne ne l'a jamais vu auparavant. Il n'en sort que pour les repas qui se prennent toujours dans la grande salle. Il voudrait passer inaperçu, mais ce n'est pas possible parce qu'il a le visage tuméfié : visiblement, il a été battu. Mario, le chef de *wing*, passe quelques coups de fil à l'extérieur, parle du type aux uns et aux autres et obtient finalement l'information qu'il cherche : aucun doute possible, il s'agit d'un "rat", c'est-à-dire quelqu'un qui a volé ses fournisseurs. C'est une faute extrêmement grave dans le milieu criminalisé. Muni de cette information, le chef de *wing* exige du surveillant en poste que la personne en question quitte la *wing*. Comme s'il obéissait à un supérieur, le gardien saisit aussitôt son téléphone et discute quelques minutes avec ses supérieurs et bientôt on aura trouvé une autre *wing* d'accueil pour le présumé "rat". Après quelques *wings* d'accueil, le "rat" aboutira probablement dans une cellule de la "protec", là où il sera constamment enfermé et pour toute la durée de sa peine, pour sa propre protection.

## Le compromis territorial

- 31 Les exemples que nous venons de présenter illustrent, il nous semble, le fait qu'un processus de territorialisation est constamment à l'œuvre en prison. Selon Goffman, ce processus s'effectuerait en fonction d'un environnement contraignant et du pouvoir dont disposent les individus pour revendiquer un espace. Toutefois, d'une part, les autorités pénitentiaires révisent périodiquement les régimes d'emprisonnement afin de les ajuster aux nouvelles conditions que leur impose le jeu d'appropriation de l'espace auquel se livrent précisément les détenus eux-mêmes, de sorte que les contraintes imposées changeant, les détenus doivent réviser périodiquement leurs stratégies d'appropriation de ces conditions qu'on leur impose. D'autres, part, le pouvoir personnel dont disposent les détenus pour y parvenir, lequel est fonction des atouts qu'ils peuvent mobiliser et faire valoir dans certaines conditions, s'avère fluctuant notamment à cause des enjeux qui changent constamment. En conséquence, il apparaît impossible de constituer un répertoire de formes invariables d'adaptation des individus à des types d'environnements contraignants, comme la prison, l'hôpital, l'école, etc., tout étant affaire de compromis (Nahavandi, 1995, p. 107). Le prochain exemple fait précisément ressortir le caractère toujours contingent de la solution territoriale qui se met en place dans une *wing* particulière.
- 32 La situation était en train de dégénérer dans une *wing* du G 2. Les affrontements verbaux se multipliaient et le pire était à craindre. C'est alors que le "Jaguar" a fait son entrée, fort remarquée dans la place, au bout de quelques jours de tension. Visiblement, l'individu n'était pas un détenu comme les autres. Relativement court, sa musculature n'avait cependant rien à envier à celle de Rambo, ce personnage incarné par Stalone au cinéma. Les yeux vifs et intelligents, et d'une agressivité hors du commun, il s'est contenté d'agir comme les autres durant ses premières journées passées dans la *wing* mais se mesurant toujours du regard avec les détenus qu'il rencontrait sur son chemin afin de bien saisir à qui il avait affaire. Il aurait pu très bien être un policier.
- 33 Dès le premier repas, il s'est installé à la table des dominants sans prendre la peine de demander s'il y était le bienvenu. Quelques jours plus tard, à l'heure du souper, d'une voix de tonnerre il allait prendre tout le monde par surprise en convoquant pour le soir même une réunion de la *wing* dans la salle commune, obligatoire pour tous. Le chef de *wing* lui avait cédé ses prérogatives. À 20h00 précises, portant un chandail arborant un jaguar en furie, il a alors pris la parole devant tous en marchant nerveusement de long en large, prêt à bondir. Après avoir prêté serment d'allégeance envers le groupe criminalisé qui contrôle le trafic des stupéfiants dans la région de Québec, puis pratiquement menacé de mort tous les "canards"<sup>3</sup> qui se terraient peut-être dans cette *wing*, il a parlé durant près d'une heure de l'ordre qu'il fallait remettre dans la place, tâche à laquelle il comptait s'attaquer immédiatement. Tout le monde l'écoutait religieusement, y compris les deux agents correctionnels retranchés dans leur cage de verre. Le "Jaguar" avait préparé une liste de tous les abus qu'il avait pu relever depuis son arrivée pour annoncer ensuite quels châtiments seraient réservés aux prochains contrevenants, sans exception. Il en a profité pour accorder la parole aux gens présents. Même les détenus les plus effacés se sont alors prévalus de la perche qu'il leur tendait pour se vider le cœur, se sentant protégés par un des leurs qui leur semblait invincible.

- 34 Au bout de quelques jours, cependant, il allait repartir comme il était venu. On l'envoyait sûrement dans une autre *wing* pour y rétablir l'ordre en échange de quoi il serait probablement libéré plus rapidement. La paix sociale était revenue, au moins temporairement, dans la *wing* qu'il quittait, mais le "Jaguar" pourrait toujours revenir... Évidemment, la territorialisation ne s'y effectuerait certainement plus jamais selon le même mode, toute la structure sociale locale ayant été chambardée.

## La finalité de la territorialisation

- 35 Il nous est apparu, au cours de nos échanges avec les ex-détenus, que le désir de demeurer quelqu'un dans un endroit où la société condamne les gens à n'être plus personne pourrait bien être le moteur de toute l'activité d'appropriation des lieux qui s'effectue en prison. Les conventions que l'on y établit et qui doivent être respectées impérativement, permettent à une société imparfaite, mais à une société tout de même, de se constituer en miniature dans laquelle chacun trouve sa place et devient quelqu'un pour les autres, ce qui n'est pas souvent le cas "dehors". Demeurer quelqu'un malgré tout, voilà qui pourrait bien être le ressort qui aide à garder le goût de vivre même dans des conditions épouvantables (Fischer, 1994). Pour y parvenir, les détenus ont besoin du respect des autres en prison, à défaut de pouvoir compter sur celui de la société plus vaste. Ils s'attendent alors à ce que des dominants asseoient leur pouvoir sur la place d'une manière convaincante et se comportent ensuite de façon prévisible. Une fois les conventions bien établies, il suffit de les faire respecter pour que la vie se déroule en toute quiétude. C'est lorsque divers groupes se disputent le contrôle d'une *wing* que tout peut chavirer. Quand cela se produit, les autorités de la prison se doivent d'intervenir. Bien sûr, elles ne peuvent le faire ouvertement, ce qui risquerait d'être interprété comme un acte de provocation et mener à l'émeute. Elles ont plutôt recours à un subterfuge, semble-t-il, comme d'envoyer un "Jaguar" dans l'arène.
- 36 Le compromis territorial qui s'instaure en prison est influencé par des facteurs qui s'articulent selon diverses échelles géographiques. La prison ne fonctionne donc pas comme un système fermé. Elle compose nécessairement avec les pressions de toutes sortes que lui impose son environnement extérieur : elle a des comptes à rendre à l'opinion publique, à un ministère de la Justice, ainsi qu'aux prisonniers eux-mêmes étant donné le pouvoir d'agir dont ils disposent. Une relation triangulaire se noue à l'échelle de la prison et de ses unités de détention entre l'institution pénitentiaire, les détenus et l'espace. La société a besoin que les détenus soient emprisonnés ne serait-ce que pour symboliser sa capacité de maintenir en échec les délinquants et leurs œuvres à travers l'État, à défaut de réellement pouvoir y parvenir. Une fois en place, le régime carcéral doit ensuite, contre toute attente, disposer du consentement implicite des détenus eux-mêmes afin de pouvoir les incarcérer. C'est pourquoi la prison est une forme de compromis territorial auquel collaborent les détenus dont elle fait l'affaire quelque part. En effet, la prison garde des individus qui, parfois, ne demandent pas mieux que d'y vivre parce que, de leur point de vue, elle les protégerait de la société environnante. Cependant, la prison, en tant que territoire, est un compromis terrible.

## BIBLIOGRAPHIE

- BERNOUX, Philippe, 1985, *La sociologie des organisations*, Paris, Ed. du Seuil, 378 p.
- BOYER, Raymond, 1972, *Barreaux de fer, hommes de chair*. Montréal, Ed. du Jour.
- CERTEAU, Michel (de), 1980, *L'invention du quotidien*, Paris, Union générale d'éditions, Coll. "10/18" no 1363, 2 vol.
- CHIVALLON, Christine, 1999, "Fin des territoires ou nécessité d'une conceptualisation autre ?", *Géographie et cultures*, no 31, p. 127-138.
- CLAVAL, Paul, 1978, *Espace et pouvoir*, Paris, P.U.F., 257 p.
- CLAVAL, Paul, 1996, "Le territoire dans la transition à la postmodernité", *Géographie et cultures*, no 20, p. 93-112.
- CROZIER, Michel et Erhard FRIEDBERG, 1977, *L'acteur et le système*, Paris, Ed. du Seuil, 436 p.
- DE KONINCK, Rodolphe, 1996, "The Peasantry as the Territorial Spearhead of the State in Southern Asia: The Case of Vietnam", *Sojourn*, 11(2), p. 231-258.
- FISCHER, Gustave-Nicolas, 1994, *Le ressort invisible. Vivre l'extrême*, Paris, Ed. du Seuil, 283 p.
- FISCHER, Gustave-Nicolas, 1997, *Psychologie de l'environnement social*, Paris, Dunod, 204 p.
- FOUCAULT, Michel, 1975, *Surveiller et Punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 318 p.
- FRÉMONT, Armand, 1976, *La région, espace vécu*, Paris, Presses universitaires de France, 223 p.
- FRIEDBERG, Erhard, 1997, *Le pouvoir et la règle. Dynamiques de l'action organisée*, Paris, Ed. du Seuil, 422 p.
- GOFFMAN, Erving, 1968, *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus*, Paris, Ed. de Minuit, 447 p.
- GUILLAUD, Dominique, 1996, "Les formes du territoire. Trois modèles d'organisation territoriale : Aribinda (Burkina-Faso), Jambi (Indonésie) et Koumac (Nouvelle Calédonie)", *Géographie et cultures*, no 20, p. 19-30.
- HARVEY, David, 2000, *Spaces of Hope*, Berkeley, University of California Press, 293 p.
- JAMBES, Jean-Pierre, 2000, "Territoires en question : doutes et réponses de la géographie" dans D. Pagés, et N. Pélissier (dir.), *Territoires sous influences*, Paris, L'Harmattan, p. 45-58.
- JOLIVET, Marie-Josée (dir.), 2000, "Logiques identitaires, logiques territoriales", *Autrepart*, 14, 182 p.
- LANDREVILLE, Pierre, Astrid GAGNON et Serge DESROSIERS, 1976, *Les prisons de par ici. Droits des détenus au Québec*, Montréal, Parti-Pris, 234 p.
- LAPLANTE, Jacques, 1989, *Prison et ordre social au Québec*, Ottawa, Les Presses de l'université d'Ottawa, 211 p.
- LEMIRE, Guy, 1990, *Anatomie de la prison*, Montréal, P.U.M., 195 p.
- LHUILIER, Dominique et Aldona LEMISZEWSKA, 2001, *Le choc carcéral. Survivre en prison*, Paris, Bayard, 310 p.
- MOSCOVICI, Serge, 1996, *Psychologie des minorités actives*, Paris, Quadrige / PUF, 275 p.

NAHAVANDI, Firouzeh, 1995, "Introduction à la sociologie d'Erving Goffman", *Revue de l'Institut de sociologie*, no 3-4, p. 85-116.

RAFFESTIN Claude, 1986, "Territorialité : concept ou paradigme de la géographie sociale", *Geographica Helvetica*, 41(2), p. 91-96.

RAFFESTIN, Claude et Mercedes BRESSO, 1979, *Travail, espace, pouvoir*, Lausanne, L'Âge d'homme, 166 p.

SARTRE, Jean-Paul, 1984, *Huis clos*, suivi de *Les mouches*, Paris, Gallimard, 245 p.

## NOTES

1. Au Québec, tout comme ailleurs au Canada, on retrouve deux types de prisons : les centres de détention, qui sont de juridiction provinciale, et les pénitenciers dont la gestion relève du gouvernement canadien.
2. Gendarmerie royale du Canada.
3. Un "canard" est un détenu qui serait affilié à une bande de motards criminalisés rivale de celle qui contrôle le trafic de la drogue dans la région de Québec.

## RÉSUMÉS

L'espace carcéral est un espace vécu mal connu, sauf des gens qui doivent en faire l'expérience. L'article explore la façon dont les personnes emprisonnées territorialisent leur milieu de vie afin de pouvoir y exister "en toute liberté". Cette recherche est basée sur des entrevues en profondeur réalisées auprès de personnes ayant été incarcérées au Centre de détention de Québec. Notre hypothèse était que, en prison tout comme ailleurs, un processus constant de territorialisation est à l'œuvre qu'il est possible de mettre en lumière. Il nous apparaît qu'en prison le mode d'utilisation des lieux est le résultat d'un compromis territorial.

Prison as a place is a relatively unknown living space, except for people having been jailed. This article explores the way in which inmates engaged in set relations create territories in order to 'live free' there. This research is based on in depth interviews carried out with people having been imprisoned at the Centre de détention de Québec. Our assumption is that, in prison just like anywhere else, a constant territorial building-process is a/ways under way and can be demonstrated. It appears to us that in jail the use of space results in a territorial compromise.

## INDEX

**Keywords :** territorialization, carceral space, detention center, Québec

**Mots-clés :** territorialisation, espace carcéral, centre de détention, Québec

**Index géographique :** Canada, Québec

AUTEUR

**JULES LAMARRE**

Université Laval